



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## PREFECTURE DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

Direction des Affaires Interministérielles  
et de l'Environnement  
Bureau de la Réglementation  
de l'Environnement  
2006 /ICPE/195  
2005-0076

### AR R E T E

LE PREFET DE LA REGION PAYS-DE-LA-LOIRE  
PREFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

VU le Code de l'Environnement notamment le titre 1er du Livre V ;

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application du titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement ;

VU le décret modifié du 20 mai 1953 fixant la nomenclature des Installations Classées ;

VU les arrêtés préfectoraux en date des 31 juillet 1997 et 1<sup>er</sup> juillet 2003 autorisant M. GADAIS Jean-Claude à exploiter un élevage avicole situé à REMOUILLE - Le Boulay ;

VU le récépissé de déclaration délivré le 26 mai 2003 à la S.A. BOYE ACCOUVAGE concernant un élevage avicole situé à REMOUILLE - La Bournalière ;

VU la demande présentée par l'EARL LES OEUFES DU BOULAY en vue de régulariser la situation administrative d'un élevage de 60 000 poules futures pondeuses soit 60 000 animaux équivalents volailles situé à REMOUILLE - Ecomard ;

VU les plans annexés à la demande ;

VU le dossier de l'enquête à laquelle il a été procédé sur cette demande ;

VU l'avis du Commissaire Enquêteur en date du 21 février 2006 ;

VU l'avis du Directeur Départemental des Services Vétérinaires en date du 19 mai 2005 ;

VU l'avis du Directeur Départemental de l'Équipement en date du 4 août 2005 ;

VU l'avis du Préfet des Deux Sèvres en date du 19 août 2005 ;

VU l'avis du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt en date du 29 août 2005 ;

VU l'avis du Conseil Municipal de SAINT HILAIRE DE LOULAY (85) en date du 2 septembre 2005 ;

VU l'avis de la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales en date du 8 septembre 2005 ;

VU l'avis du Directeur Départemental de l'Inspection du Travail, de l'Emploi et de la Politique Sociale Agricoles en date du 13 septembre 2005 ;

VU l'avis du Directeur de l'Institut National des Appellations d'Origine - INAO - en date du 13 septembre 2005 ;

VU l'avis du Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours en date du 14 septembre 2005 ;

VU l'avis du Conseil Municipal de SAINT HILAIRE DE CLISSON en date du 7 octobre 2005 ;

VU l'avis du Conseil Municipal de REMOUILLE en date du 20 octobre 2005 ;

VU le rapport du Directeur Départemental des Services Vétérinaires en date du 21 mars 2006 ;

VU l'avis favorable émis par le Conseil Départemental d'Hygiène dans sa séance du 13 avril 2006 ;

VU le projet d'arrêté transmis à l'EARL LES OEUFES DU BOULAY en application de l'article 11 du décret n° 77-1133 susvisé en l'invitant à formuler ses observations dans un délai de 15 jours ;

**CONSIDERANT** qu'aux termes de l'article L 512-1 du titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

**CONSIDERANT** que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés par l'article L 511-1 du titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

**SUR** la proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Loire-Atlantique ;

## **ARRETE**

**ARTICLE 1** : L'EARL LES OEUFES DU BOULAY est autorisée à exploiter un élevage de 60 000 poulettes futures pondeuses, soit 60 000 animaux équivalents volailles situé au lieu-dit "Ecomard " sur la commune de REMOUILLE (44140).

- Le bâtiment n° 1 accueillera 19 180 poulettes (V1).
- Le bâtiment n° 2 accueillera 19 180 poulettes (V2).

- Le bâtiment n° 3 accueillera 21 640 poulettes (V3).

Cet élevage est rangé parmi les installations soumises à autorisation sous la rubrique n° 2111-1 de la nomenclature.

**ARTICLE 2** : L'élevage est implanté et installé conformément aux plans joints à la demande d'autorisation au lieu-dit " Ecomard ", commune de REMOUILLE.

L'intégration dans le paysage sera améliorée par la plantation d'une haie bocagère au Sud-Est du bâtiment n°3 et par l'édification d'un merlon au Nord-Ouest de ce même bâtiment. L'ensemble de l'exploitation sera entouré de haies.

La parcelle ZH n°100 sur la commune de REMOUILLE sera conservée en prairie naturelle.

Le chemin d'accès entre les bâtiments V1, V2 et V3 sera goudronné.

Une plate-forme suffisamment dimensionnée sera créée pour les manœuvres des véhicules poids-lourds afin de ne pas endommager la voie communale.

**ARTICLE 3** : L'exploitation de l'élevage se fait au sol sur litière.

**ARTICLE 4** : Les murs et cloisons des bâtiments sont imperméables et maintenus en parfait état d'étanchéité sur toute la hauteur susceptible d'être souillée.

**ARTICLE 5** : Approvisionnement en eau - Entretien des bâtiments et du matériel :

Au niveau de l'établissement, il y a de l'eau sous pression en quantité suffisante. Un compteur d'eau volumétrique est installé sur la conduite d'alimentation en eau de l'installation.

L'approvisionnement en eau est réalisé à partir du réseau public.

Toute communication entre le réseau d'eau potable et tout autre réseau d'eau, même potable, est interdite. En conséquence, les interconnexions par vannes ou robinets sont supprimées et remplacées par des raccords souples. Les installations et appareils de distribution destinés à l'abreuvement des animaux, ne doivent pas être susceptibles, du fait de leur conception ou de leur réalisation, d'entraîner, à l'occasion de phénomènes de retour d'eau, la pollution du réseau d'eau potable.

Toutes les eaux de nettoyage nécessaires à l'entretien du bâtiment et des annexes et susceptibles de ruisseler sur les aires bétonnées sont collectées par un réseau d'égout étanche et dirigées vers une installation de stockage ou de traitement des eaux résiduaires ou des effluents.

Les eaux usées issues des toilettes, des lavabos et des douches du poulailler hébergeant les volailles sont raccordées à un système d'assainissement autonome.

Les eaux pluviales non polluées ne sont pas mélangées aux eaux résiduaires et aux effluents d'élevage et sont évacuées vers le milieu naturel.

Toutes les parties de l'établissement, les ustensiles, les récipients et tous autres objets utilisés sont maintenus en bon état de propreté et d'entretien.

Les produits de nettoyage, de désinfection et de traitement sont stockés dans des conditions propres à éviter tout déversement accidentel dans le milieu naturel.

Les litières et les fientes sont convenablement entretenues pour éviter le dégagement d'odeurs et de poussières.

Entre chaque bande de volailles le bâtiment est nettoyé, désinfecté et un vide sanitaire est réalisé.

**ARTICLE 6** : Les bâtiments sont convenablement ventilés. Toutes les mesures efficaces sont prises pour limiter les émissions d'odeur.

**ARTICLE 7** : L'exploitant lutte contre la prolifération des insectes et des rongeurs aussi souvent que nécessaire en utilisant des méthodes ou des produits autorisés. Il tient à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées les plans de dératisation et de désinsectisation où sont précisés les rythmes et les moyens d'intervention.

**ARTICLE 8** : Le stockage du fumier sec sera réalisé sur une plate-forme étanche.

Les effluents seront repris par la société VIOLLEAU située à la Gouinière à LA RONDE (79380), autorisée au titre des installations classées (rubriques n° 2170 et 2171).

Le contrat de reprise des effluents est annexé à cet arrêté.

Un bordereau signé des deux parties sera établi à chaque transfert d'effluents en indiquant : la date, les quantités de fumier, l'immatriculation des engins de transports.

**ARTICLE 9** : Les déchets de l'exploitation et notamment les emballages, sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution ou de nuisances pour les populations avoisinantes et l'environnement. Ils sont éliminés ou recyclés conformément à la réglementation en vigueur. En aucun cas ces déchets ne sont incinérés sur l'exploitation.

**ARTICLE 10** : Les cadavres sont stockés dans un congélateur en attendant leur ramassage par le camion d'équarrissage.

**ARTICLE 11** : Le niveau sonore des bruits émis par les équipements ne devra pas excéder les seuils fixés par l'arrêté ministériel du 20 août 1985 relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées. Il est complété par les dispositions suivantes :

- le niveau sonore des bruits en provenance de l'élevage ne devra pas compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité. A cet effet, son émergence devra rester inférieure aux valeurs suivantes,

*pour la période allant de 6 heures à 22 heures*

<i>Durée cumulée d'apparition du bruit particulier T</i>	<i>Emergence maximale admissible en dB (A)</i>
T < 20 minutes	10
20 minutes < T < 45 minutes	9
45 minutes < T < 2 heures	7
2 heures < T < 4 heures	6
T > 4 heures	5

*Pour la période allant de 22 heures à 6 heures*

Emergence maximale admissible : 3 dB (A) à l'exception de la période de chargement ou de déchargement des animaux.

Les niveaux de bruit sont appréciés par le niveau de pression continu équivalent Leq.

L'émergence due aux bruits engendrés par l'installation restera inférieure aux valeurs fixées ci-dessus en tout point de l'intérieur des habitations riveraines occupées par des tiers ou des locaux riverains habituellement occupés par des tiers, que les fenêtres soient ouvertes ou fermées.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention susceptibles d'être utilisés à l'intérieur de l'installation devront être conformes à la réglementation en vigueur.

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique gênant pour le voisinage tel que sirènes, avertisseurs ou haut-parleurs est interdit, sauf si son emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

**ARTICLE 12** : Les bâtiments sont construits en matériaux au minimum "moyennement inflammables", la couverture étant en matériaux incombustibles.

Le chauffage des éleveuses devra être assuré depuis une chaufferie isolée des locaux d'élevage par des cloisons en maçonnerie et n'ayant aucune communication avec eux, sauf emploi de chauffage au radiant gaz.

Les installations électriques seront réalisées selon les prescriptions de la norme NF C 1500 relatives aux locaux humides présentant des risques d'incendie et les installations au gaz seront conformes aux normes en vigueur et maintenues en bon état. Elles seront contrôlées tous les trois ans par un technicien compétent et les rapports de contrôle seront tenus à la disposition de l'inspecteur des Installations Classées.

### **ARTICLE 13 : Incendie - Moyens de secours**

La défense d'incendie de l'élevage sera assurée par un poteau d'incendie normalisé situé à proximité de l'élevage ou à défaut par une réserve d'eau de 120 m<sup>3</sup> minimum accessible aux véhicules d'incendie et utilisable en toute saison.

Des extincteurs seront installés (1 pour 200 m<sup>2</sup> de surface au sol).

**ARTICLE 14** : En aucun cas, ni à aucune époque, ces conditions ne pourront faire obstacle à l'application des dispositions édictées par le livre II du Code du Travail et des décrets réglementaires pris en exécution dudit livre dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs, ni être opposées aux mesures qui pourraient être régulièrement ordonnées dans ce but.

**ARTICLE 15** : L'autorisation faisant l'objet du présent arrêté est accordée sous réserve du droit des tiers. Elle ne dispense nullement des formalités relatives au permis de construire et cessera de produire effet si l'établissement n'a pas été ouvert dans un délai de trois ans ou s'il n'est pas exploité durant deux années consécutives.

**ARTICLE 16** : Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions du présent arrêté il pourra, indépendamment des sanctions pénales encourues, être fait application des sanctions administratives prévues à l'article L 514-1 du titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement.

**ARTICLE 17** : Conformément aux dispositions de l'article 38 du décret du 21 septembre 1997 susvisé, l'exploitant d'une installation soumise à autorisation ou à déclaration est tenu de déclarer dans les meilleurs délais, à l'inspecteur des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement.

**ARTICLE 18** : Conformément aux dispositions de l'article 20 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 susvisé :

« *Toute modification* apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Le Préfet fixe, s'il y a lieu, des prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article 18.

S'il estime, après avis de l'inspection des installations classées, que les modifications sont de nature à entraîner des dangers ou inconvénients mentionnés «à l'article L 511-1 du titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement susvisé et à l'article L 211-1 du titre 1er du Livre II du Code de l'Environnement», le Préfet invite l'exploitant à déposer une nouvelle demande d'autorisation.

*Tout transfert* d'une installation soumise à autorisation sur un autre emplacement nécessite une nouvelle demande d'autorisation.

Les demandes visées aux deux alinéas précédents sont soumises aux mêmes formalités que les demandes d'autorisation primitives.

**ARTICLE 19** : Conformément aux dispositions de l'article 34 du décret du 21 septembre 1977 susvisé :

« *Lorsqu'une installation classée change d'exploitant*, le nouvel exploitant en fait la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation. Cette déclaration mentionne, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms et domicile du nouvel exploitant et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. Il est délivré un récépissé sans frais de cette déclaration ».



**ARTICLE 20** : Conformément aux dispositions de l'article 34-1 du décret du 21 septembre 1977 susvisé :

*« Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, son exploitant remet son site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L 511-1 du titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement susvisé.*

Le Préfet peut à tout moment imposer à l'exploitant les prescriptions relatives à la remise en état du site, par arrêté pris dans les formes prévues à l'article 18 ci-dessus.

L'exploitant, qui met à l'arrêt définitif son installation, notifie au préfet la date de cet arrêt au moins un mois avant celle-ci.

Toutefois, dans le cas des installations autorisées pour une durée limitée définies à l'article 17-1, cette notification est adressée au préfet six mois au moins avant la date d'expiration de l'autorisation.

Dans le cas des installations soumises à autorisation, il est joint à la notification un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation, ainsi qu'un mémoire sur l'état du site.

Le mémoire précise les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts visés à l'article L 511-1 du titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement, et pouvant comporter notamment :

- 1° - L'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, ainsi que des déchets présents sur le site ;
- 2° - La dépollution des sols et des eaux souterraines éventuellement polluées ;
- 3° - L'insertion du site de l'installation dans son environnement ;
- 4° - En cas de besoin, la surveillance à exercer de l'impact de l'installation sur son environnement.

Le Préfet consulte le maire de la commune concernée. En l'absence d'observations dans le délai d'un mois, son avis est réputé favorable.

Lorsque les travaux prévus pour la cessation d'activité par l'arrêté d'autorisation ou par un arrêté complémentaire sont réalisés, l'exploitant en informe le Préfet.

L'inspecteur des installations classées constate la conformité des travaux par un procès-verbal de récolement qu'il transmet au Préfet . »

**ARTICLE 21** : Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de REMOUILLE et pourra y être consultée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la mairie de REMOUILLE pendant une durée minimum d'un mois.

Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire de REMOUILLE et envoyé à la Préfecture de la Loire-Atlantique - Direction des Affaires Interministérielles et de l'Environnement - Bureau de la Réglementation de l'Environnement.

Une copie de cet arrêté sera transmise aux Conseils Municipaux de REMOUILLE, AIGREFEUILLE-SUR-MAINE , ST HILAIRE DE CLISSON, ST LUMINE DE CLISSON et ST HILAIRE DE LOULAY (85).

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de l'EARL LES OEUFs DU BOULAY dans les quotidiens «Ouest France» et « Presse Océan ».

**ARTICLE 22** : Deux copies du présent arrêté ainsi qu'un exemplaire visé des plans de l'établissement seront remis à l'EARL LES OEUFs DU BOULAY qui devra toujours les avoir en sa possession et les présenter à toute réquisition. Un extrait de cet arrêté sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'établissement par les soins de cette dernière.

**ARTICLE 23** : Conformément aux dispositions de l'article L 514-6 du titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de Nantes. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant et commence à courir du jour de la notification de la présente décision. Il est de quatre ans pour les tiers à compter de l'affichage de l'arrêté.

Tout recours gracieux, en vertu de ces mêmes dispositions, ne peut interrompre ces délais de recours contentieux.

**ARTICLE 24** : Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Loire-Atlantique, le Maire de REMOUILLE et le Directeur Départemental des Services Vétérinaires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

NANTES, le  
LE PREFET,

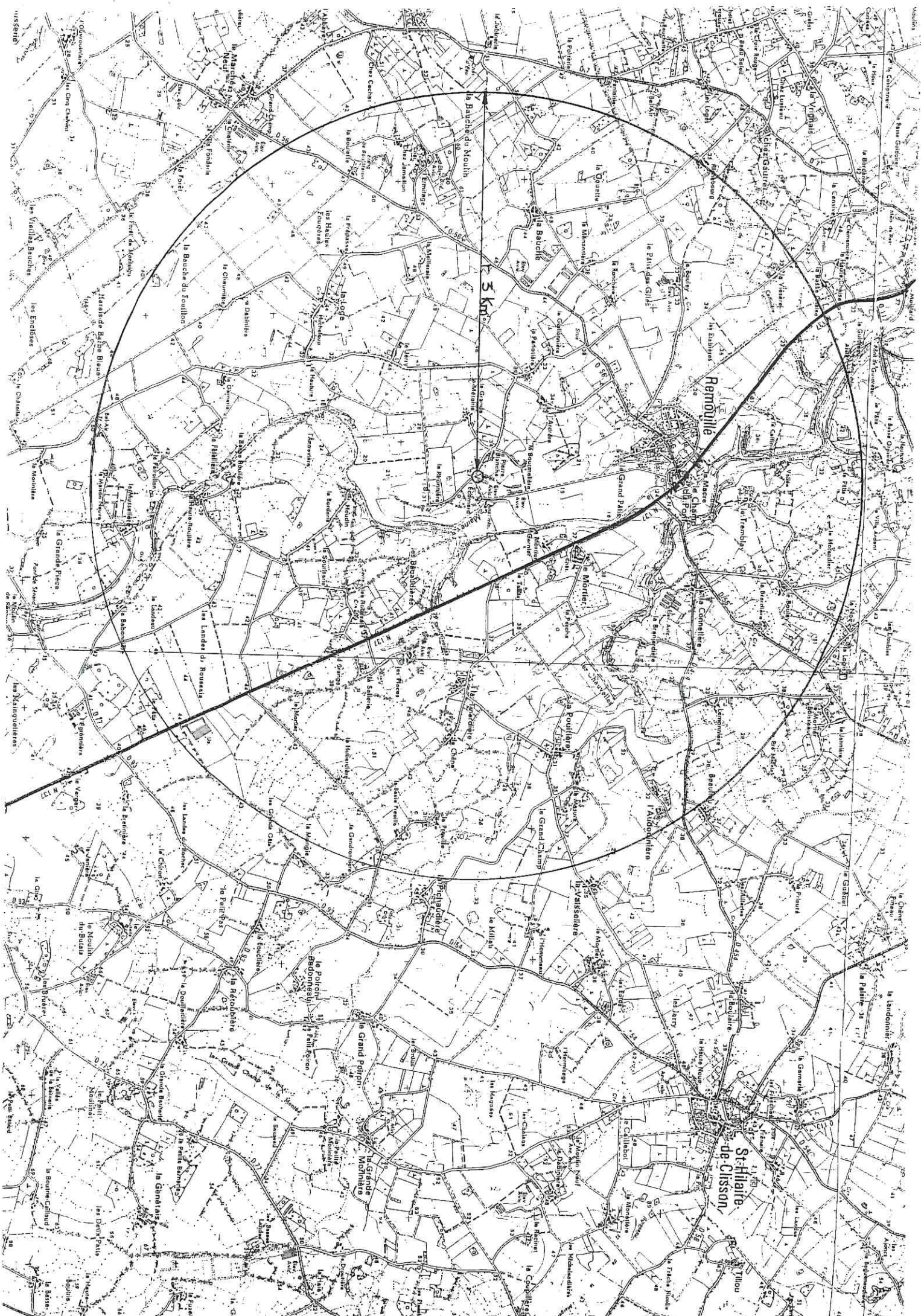
- 9 MAI 2006

Pour LE PREFET,  
le Secrétaire Général



Fabien SUDRY

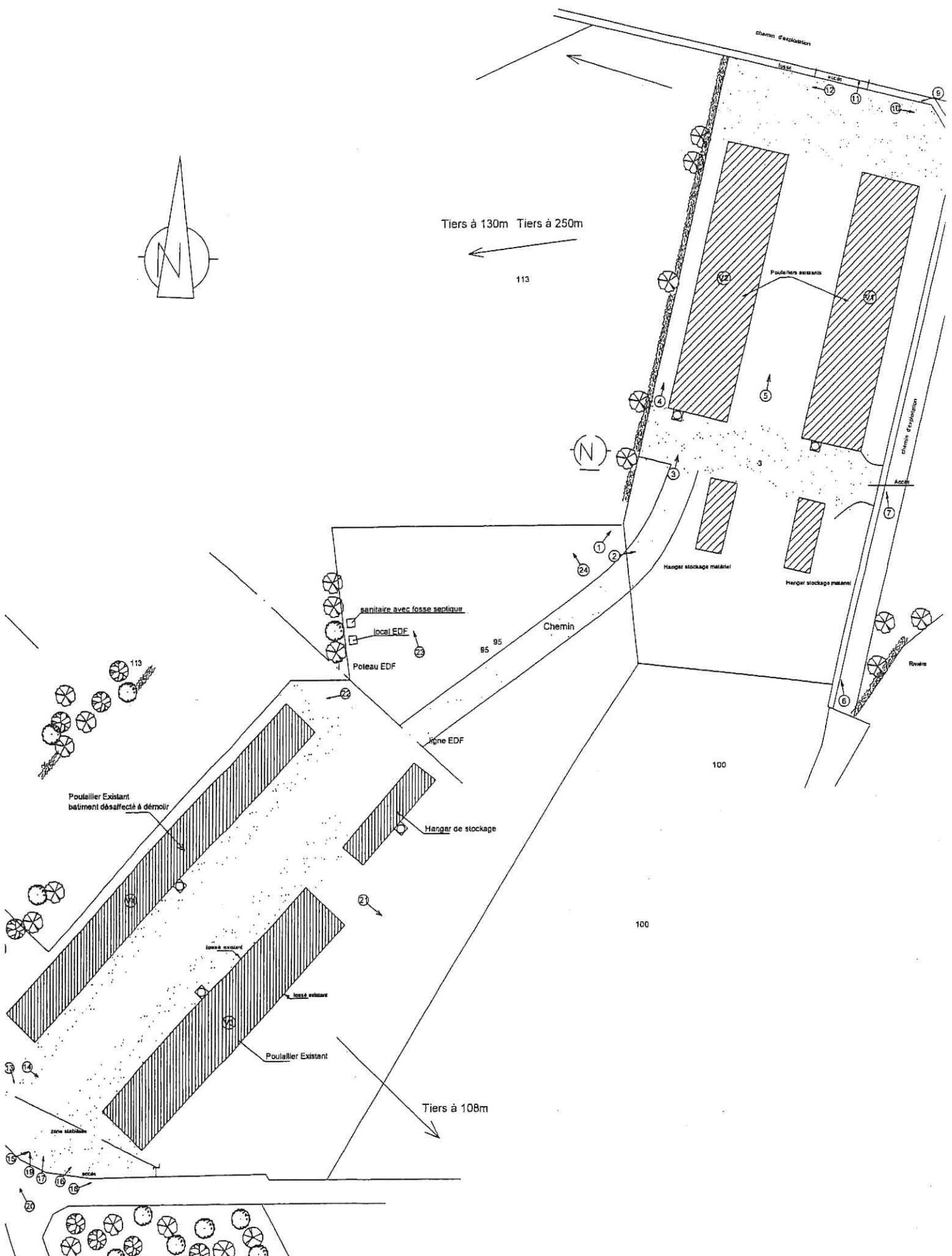
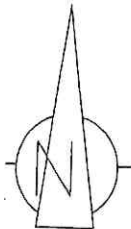


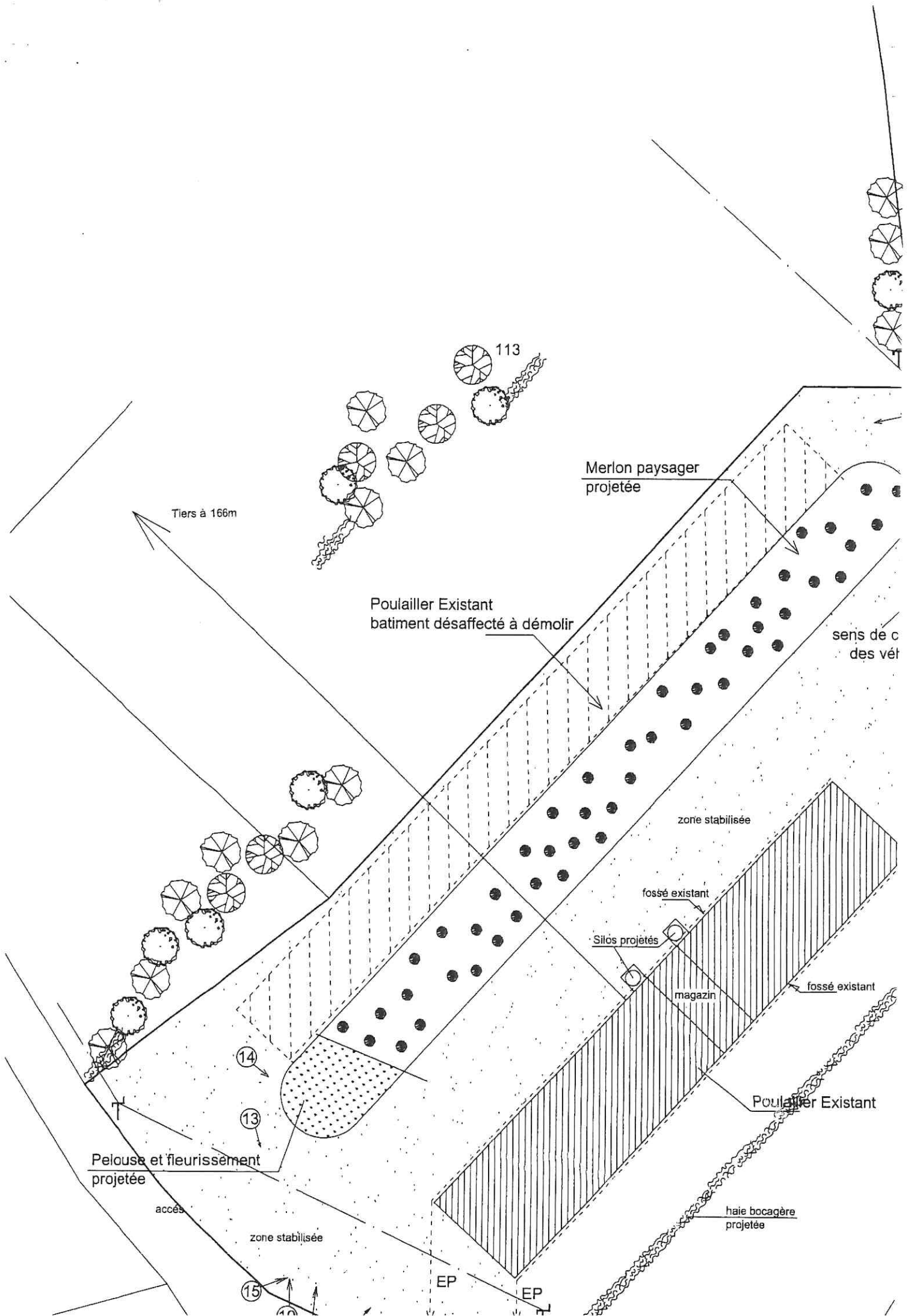


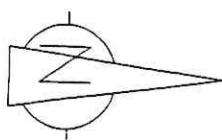
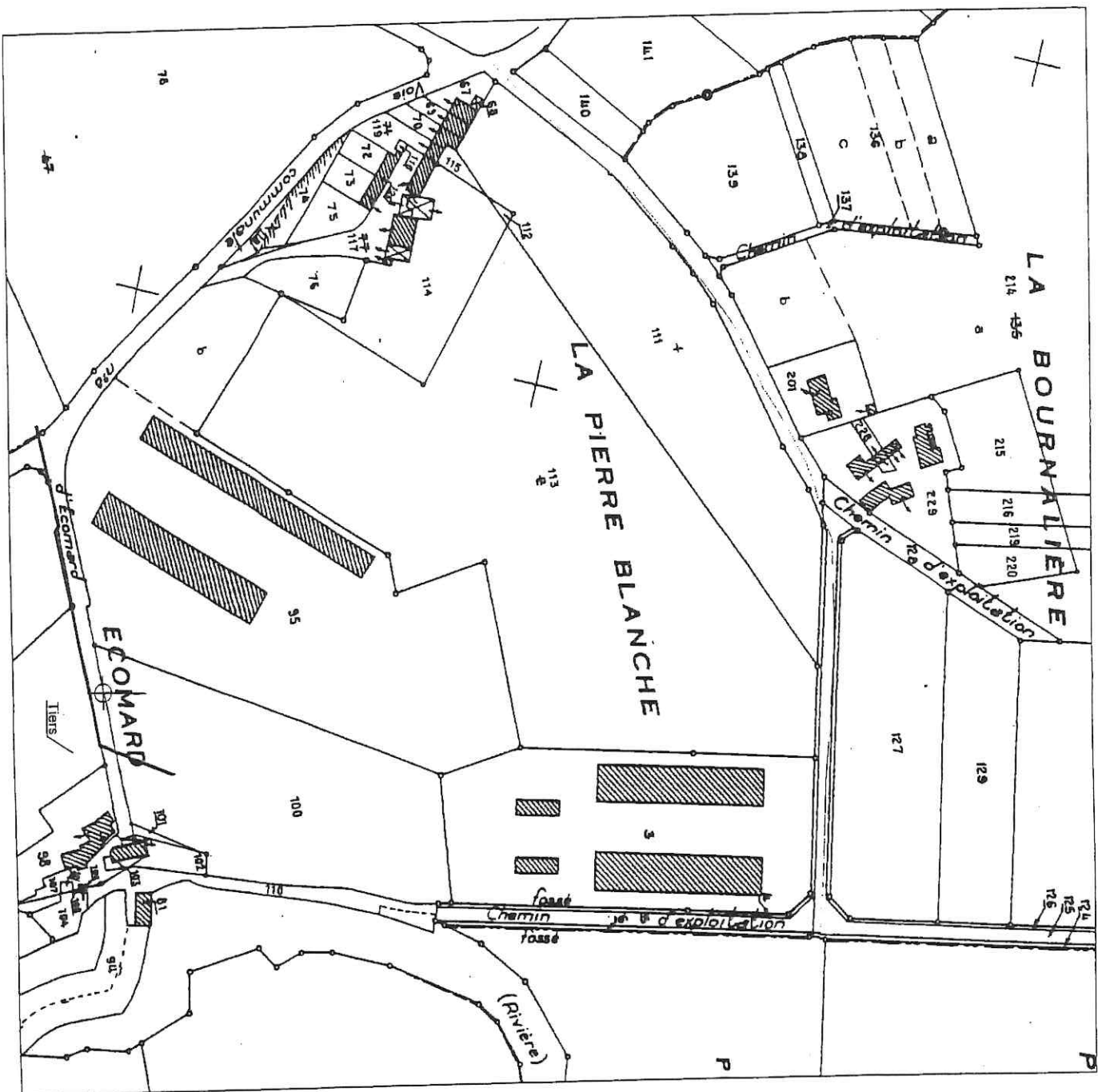


# PLAN DE MASSE

Echelle: 1/1000







EXTRAIT CADASTRAL  
 Section: ZH  
 Echelle: 1/2000

**CONTRAT DE REPRISE DE FUMIER****ENTRE LES SOUSSIGNES**

**La SAS VIOLLEAU,**

- ☞ dont le siège social est situé à La Gouinière - 79380 LA RONDE,
- ☞ représentée par Mr MAROLLEAU Serge, en sa qualité de Directeur Général, ci-après désigné par la Société,
- ☞ inscrite au registre du Commerce et des Sociétés de Bressuire sous le numéro 349479766.

**d'une part,**

**ET :**

**Les éleveurs, Mr GADAIS Jean-Claude**  
né le 12/01/1950,  
et  
**Mr GADAIS Olivier**  
né le 17/07/1972.

- ☞ demeurant au lieu-dit « Le Boulay » – 44140 REMOUILLE,
- ☞ N° de téléphone : 02.40.06.63.84

**Représentant de l'EARL LES ŒUFS DU BOULAY**

**d'autre part,**

**IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :**

**ARTICLE 1 : OBJET DU CONTRAT**

Pendant toute la durée du contrat, la SAS VIOLLEAU s'engage à reprendre à l'EARL LES ŒUFS DU BOULAY le fumier provenant exclusivement de son élevage de poulettes de 4020 m<sup>2</sup> (fumier sur copeaux), situé au lieu-dit « Ecomard » de Remouillé (44).

**ARTICLE 2 : QUALITE DU PRODUIT**

Le fumier repris devra impérativement présenter les caractéristiques suivantes :

- teneur en humidité n'excédant pas 35 %,
- poids spécifique n'excédant pas 470 kg au m<sup>3</sup>,
- absence de mottes dures ou compactage empêchant le broyage,
- absence de ténébrions,
- absence de paille,
- absence de cadavres et de corps étrangers.

M

### ARTICLE 3 : ENLEVEMENT DU FUMIER

L'EARL LES ŒUFS DU BOULAY s'engage à sortir le fumier des bâtiments, à le stocker dans un endroit facilement accessible pour l'enlèvement.

La quantité minimale d'enlèvement est fixée à 150 m<sup>3</sup>, aucun enlèvement ne sera effectué pour une quantité inférieure, sauf accord express de la SAS VIOLLEAU.

L'EARL LES ŒUFS DU BOULAY s'engage à assurer un délai de prévenance de trois semaines.

### ARTICLE 4 : CHARGEMENT

Le chargement sera effectué par l'EARL LES ŒUFS DU BOULAY à l'aide d'un télescopique.

### ARTICLE 5 : CONDITION DE REPRISE

Les enlèvements donneront lieu à une attestation annuelle de reprise de fumier effectuée par la SAS VIOLLEAU.

### ARTICLE 6 : CONDITION EXPRESSE

Il est bien entendu que l'EARL LES ŒUFS DU BOULAY devra se fournir en litière à la SAS VIOLLEAU, laquelle ne saurait reprendre du fumier issu d'une litière fournie par un concurrent.

### ARTICLE 7 : DUREE DU CONTRAT

Le présent contrat est conclu pour une durée de 1 an, le point de départ étant la date de mise en service des bâtiments. Pour cela, l'EARL LES ŒUFS DU BOULAY devra nous en aviser par courrier au plus tôt.

A l'échéance du contrat et dans l'hypothèse où aucune modification contractuelle n'interviendrait, le contrat se renouvellera par tacite reconduction, sauf dénonciation par lettre recommandée avec préavis d'un mois, par l'une ou l'autre des parties.

Par contre dans l'hypothèse où la réglementation de reprise des fumiers venait à changer, un avenant serait automatiquement fait à ce contrat sans que l'EARL LES ŒUFS DU BOULAY ne puisse s'y opposer. En cas de désaccord, le contrat sera automatiquement résilié par lettre recommandée sans attendre l'échéance.

De même, si l'une des conditions précisées aux articles précédents n'est plus respectée par l'EARL LES ŒUFS DU BOULAY, la SAS VIOLLEAU est en droit de résilier le présent contrat par lettre recommandée.

### ARTICLE 8 : TRANSPORT DU FUMIER

La SAS VIOLLEAU s'engage à transporter le fumier vers une installation de traitement.

La SAS VIOLLEAU est déclarée, auprès de l'administration, installation classée pour la protection de l'environnement selon les prescriptions générales ci-après, à savoir :

- N°2171 du 12/06/1995 (bâtiments de stockage pour les fumiers de volailles secs)
- N°2170 du 29/04/1997 (plate-forme de compostage).

**ARTICLE 9 : CLAUSES ESSENTIELLES**

Il est expressément précisé que les obligations stipulées au présent contrat et particulièrement aux articles 2, 3, 4, 6, 7 et 8 constituent les clauses essentielles dudit contrat de reprise, sans lesquelles la SAS VIOLLEAU n'aurait pas contracté.

Le présent contrat se substitue de plein droit, à compter de sa signature par les deux parties, à tout contrat de même numéro, écrit ou non, ayant pu les lier auparavant.

**ARTICLE 10 : RESILIATION**

Si l'une des parties vient à manquer à l'une de ces obligations et n'y porte pas remède dans un délai d'un mois après réception d'une lettre de mise en demeure adressée par pli recommandé avec accusé de réception, le présent contrat sera considéré comme résolu de plein droit, et ce sans indemnités.

De plus, toute résiliation quelle qu'elle soit, oblige la SAS VIOLLEAU à informer la Direction des Services Vétérinaires et la Chambre d'Agriculture concernées.

**ARTICLE 11 : COMPETENCE**

Tout différent découlant du présent contrat sera tranché par le Tribunal de Grande Instance de Bressuire, statuant commercialement exclusivement.

**ARTICLE 12 : ELECTION DE DOMICILE**

Les parties déclarent faire élection de domicile ainsi qu'indiqué en tête du présent contrat.

**ARTICLE 13 : FORCE JURIDIQUE DU PRESENT CONTRAT**

Il est rappelé aux parties signataires du présent contrat que celui-ci tient lieu de force de loi entre elles selon les termes de l'article 1134 du Code Civil.

Fait à La Ronde, le 18 août 2004

Date de mise en service des bâtiments, le 21/01/2005

SAS VIOLLEAU (\*)

Le D.G.

LES ELEVEURS (\*)

précédé de la mention

" lu et approuvé "

**V IOLLEAU**  
S. A. S.  
La Ronde  
70380  
Tél. 02 51 27 41 51  
Fax 02 51 27 41 52

Lu et approuvé  
Le 18/08/2004

(\*) Parapher chaque page

SM